

ASSEMBLÉE NATIONALE

6 janvier 2026

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 2247)

Adopté

N° CF1196

AMENDEMENT

présenté par

M. Emmanuel Grégoire, Mme Mercier, M. Philippe Brun, M. Baptiste, M. Baumel, M. Bouloux,
M. Oberti, Mme Pantel, Mme Pirès Beaune et les membres du groupe Socialistes et apparentés

ARTICLE 51**ÉTAT D****« Avances à l'audiovisuel public »**

null

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
France Télévisions	65 250 000	0
ARTE France	0	0
Radio France	4 100 000	0
France Médias Monde	0	70 850 000
Institut national de l'audiovisuel	1 500 000	0
TV5 Monde	0	0
Programme de transformation	0	0
TOTAUX	70 850 000	70 850 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement d'appel du groupe Socialistes et apparentés vise à dénoncer la baisse de crédits de plus de 70 m€ prévue pour l'audiovisuel public en 2026.

Après des coupes budgétaires successives par les différents gouvernements d'Emmanuel Macron, et un financement fragilisé par sa récente réforme, il est indispensable d'assurer à chacune des sociétés de l'Audiovisuel public des financements certains, prévisibles et à la hauteur de leurs missions. Il en va de la qualité et de l'indépendance de l'information qu'elles délivrent.

Cet amendement vise donc à annuler la baisse de crédits de plus de 65 m€ à laquelle fait face France Tv pour 2026 ainsi que les baisses de 4 m€ pour Radio France et 1,5 m€ pour l'INA.

Il est évident qu'il n'est pas dans notre intention de venir prélever ce montant sur une autre société de l'Audiovisuel public. Toutefois, afin d'être recevable cet amendement :

– abonde de 65 250 000 €, en AE et CP, l'action 1 du programme 841 France Télévisions, de 4 100 000 € en AE et CP l'action 1 du programme Radio France et de 1 500 000 € en AE et CP de l'action 1 du programme INA;

– prélève -70850000 €, en AE et CP, à l'action 1 du programme 844 France Médias Monde

Nous demandons au Gouvernement de lever le gage.